L'autonomie politique : une vision nouvelle pour le Canada

par Keith Goulet, député

L'une des questions en suspens sur laquelle doivent se pencher aujourd'hui les Canadiens est le droit des Indiens, des Métis et des Inuit à l'autonomie politique. Le gouvernement du Canada a signé des ententes et des conventions internationales par lesquelles il s'est engagé à respecter le droit à l'autodétermination des nations à l'intérieur des nations, mais, à mon avis, il n'a pas agi correctement envers les Autochtones canadiens dans ce contexte. Même s'il a pris des mesures en vue de confier certaines responsabilités aux peuples autochtones, sa politique et sa manière de procéder continuent à porter l'empreinte de concepts coloniaux dépassés.

En ce qui concerne sa manière de procéder, les idées suivantes ont été émises à plusieurs reprises par des porte-parole indiens, métis et inuit: l'absence flagrante de volonté et d'initiative politiques concertées et véritables de la part des parlementaires élus et des législateurs face au règlement des questions en suspens intéressant les Autochtones entraînera inévitablement une dépendance accrue de leur part, dépendance qui, par voie de conséquence, minera le respect entre les peuples et sera de nature à engendrer des situations de crise, voire de violence.

Les Indiens, les Métis et les Inuit veulent être entendus. Ils souhaitent être libres de se gouverner eux-mêmes selon des normes internationales reconnues d'autodétermination ou d'autonomie politique. Je crois fermement que le moment est venu pour les hommes politiques canadiens de réévaluer la situation et de mettre en oeuvre des efforts véritables et sincères, non seulement pour comprendre le sens profond de l'autonomie politique, mais aussi pour aller de l'avant et prendre les mesures qui s'imposent de concert avec les peuples autochtones.

S'il faisait preuve de volonté politique et se montrait déterminé à agir, le Canada pourrait devenir le pays où les droits démocratiques des Autochtones serviraient d'inspiration à la collectivité internationale.

Keith Goulet représente la circonscription de Cumberland à l'Assemblée législative de la Saskatchewan.

Traités indiens

Avant l'arrivée des Européens, les nations indiennes et inuit indigènes se gouvernaient selon leurs normes et leurs traditions nationales. Elles nouaient également des alliances internationales avec d'autres nations autochtones et les relations commerciales qu'elles entretenaient avec elles étaient régies par des traités et des accords.

Lorsque les Européens sont arrivés, les choses n'ont guère changé si ce n'est que de nouveaux biens ont fait leur apparition. Au départ, les Européens se sont demandé si les Indiens étaient réellement des personnes et s'ils pourraient un jour les convertir au catholicisme. Finalement, en 1537, une bulle papale précise que les Indiens sont en fait des « hommes ».

La première phase des relations entre Indiens et Européens a consisté en l'établissement de liens politiques et économiques. À cette époque, le commerce des biens du Sud et la traite des fourrures dans le Nord s'ajoutaient à l'accumulation à grande échelle d'argent et d'or d'Amérique centrale. Cet apport massif d'or et d'argent a procuré une bonne partie du financement des grandes sociétés par actions de l'époque, les « compagnies ». Bon nombre des premiers accords entre nations indiennes et européennes furent conclus avec ces sociétés à qui des pays européens avaient accordé une charte. Certains de ces accords existent par écrit, mais plus nombreux encore sont ceux dont le texte est inexistant. Certains auteurs ont affirmé qu'une grande partie des terres de la côte nord-est ont été acquises abusivement durant cette période. La saisie illégale et abusive de terres indiennes a été à la source de nombreux conflits au XVII^e siècle.

C'est à cause de ces différends que l'on se mit, au XVII^e, siècle à conclure des traités. Cette pratique demeura populaire jusqu'au siècle actuel. En 1664, le traité Two Tow Wampum signé avec les Haudenosaunee (Iroquois) stipulait que chaque nation coexistait côte à côte dans son propre « vaisseau » et qu'aucune ne devait gouverner l'autre. Peu avant la Proclamation royale de 1763, soit en 1760, un traité fut conclu avec les Hurons. Des traités conclus avec les Six-Nations (1784), les Mississaugas (1784-1822) et les Chippewas (1790-1854); le traité Robinson-Huron et le traité Robinson-Supérieur (1850), le traité de l'Île Manitoulin (1862), le traité Selkirk (1817) et les traités de l'île de

Vancouver (1850, 1852 et 1854) figurent au nombre des autres traités conclus avant la Confédération. Après la Confédération, les traités numérotés firent leur apparition. Le Traité n° 1 fut conclu en 1871 et le dernier traité, soit le Traité n° 11, en 1921.

Des traités, des accords et des proclamations visèrent aussi les Micmacs de la Nouvelle-Écosse (1725, 1728, 1752, 1761 et 1762). Les traités de 1713 et de 1752 stipulaient clairement que les Indiens seraient libres de chasser et de pêcher. Outre la paix, l'amitié et la libre poursuite de buts économiques, les traités prévoyaient le paiement de provisions sur une base annuelle. Le Traité de 1752 prévoit « qu'une quantité de pain, de farine et d'autres provisions, qu'il sera possible de se procurer, nécessaire à la famille et proportionnelle au nombre de ses membres lui sera remise deux fois l'an... Seront donnés en guise de présents des couvertures, du tabac, de la poudre et des plombs... ».

Les Indiens acceptaient ainsi que les Anglais poursuivent leurs buts économiques à condition de se voir octroyer en revanche un paiement conforme à la tradition des nations indiennes. La saisie illégale et frauduleuse de terres indiennes a également été consignée: « ... lesdits Indiens se sont plaints et continuent à se plaindre que des établissements ont été créés et que possession a été prise de terres, qui avaient été mises de côté pour eux en vertu de traités, par des personnes qui ont réclamé y avoir droit par acte de vente et de transfert, illégalement, frauduleusement et sournoisement obtenues desdits Indiens. »

Le Traité disait en outre: « ... pour aider les sauvages et protéger leurs justes droits et possessions et pour garder inviolables les traités et ententes conclus avec eux. Par les présentes, nous signifions et commandons..."

Par ces mots, les représentants de la Couronne ont démontré leur ferme conviction que les traités avec les Indiens ne pouvaient être ni violés ni rompus. Des juges de la Cour suprême ont récemment décrété que la parole donnée par les représentants de la Couronne aux termes des traités doit être respectée; un réexamen de ces traités s'impose donc.

La *Proclamation royale* a bien su réaffirmer les principes liés aux traités. Juste avant cette période, une bonne partie des terres des Indiens avaient été saisies illégalement et frauduleusement. Certaines de ces ententes ont été conclues en secret, sans que ne soit tenue de réunion publique, avec des représentants choisis. Voici un extrait de la *Proclamation royale* :

Attendu qu'il s'est commis des fraudes et des abus dans les achats de terres des sauvages au préjudice de Nos intérêts et au grand mécontentement de ces derniers, et afin d'empêcher qu'il ne se commette de telles irrégularités à l'avenir et de convaincre les sauvages de Notre esprit de justice et de Notre résolution bien arrêtée de faire disparaître tout sujet de mécontentement, Nous déclarons de l'avis de Notre Conseil privé, qu'il est strictement défendu à qui que ce soit d'acheter des sauvages, des terres qui leur sont réservées dans les parties de Nos colonies, où Nous avons cru à propos de permettre des

établissements; cependant si quelques-uns des sauvages, un jour ou l'autre, devenaient enclins à se départir desdites terres, elles ne pourront être achetées que pour Nous, en Notre nom, à une réunion publique ou à une assemblée des sauvages..."

Il était convenu qu'un particulier ne pourrait plus acheter de terres indiennes en secret et que toute transaction immobilière entraînerait des réunions et assemblées publiques dans la tradition des traités conclus de nation à nation.

Métis et Inuit

Au début du XIX^e siècle, une nouvelle nation émerge dans l'Ouest canadien, les Métis. Même si des sang-mêlé ont vu le jour avant cette époque, la plupart se sont tout simplement intégrés à la société indienne. D'autres sont devenus bilingues ou biculturels, voire multilingues, alors que d'autres encore ont été assimilés par la culture francophone ou anglophone. La naissance d'une société plus autoritaire et hiérarchisée ouvre la voie à une plus grande intolérance. Parce qu'un grand nombre des sang-mêlé jouent un rôle de premier plan dans la traite des fourrures, une nouvelle identité nationale se dessine. Objets de discrimination, les Métis ressentent un besoin d'appartenance; c'est ainsi que naît une nouvelle nation.

Au moment de la Confédération, les Métis sont une force importante dans l'ouest du Canada. Riel et les Métis ont un rôle à jouer dans la création de la province du Manitoba. Une disposition spéciale, l'article 31 de la *Loi sur le Manitoba*, prévoit l'octroi de 1 400 000 acres de terres pour éteindre les titres des Métis en tant qu'Indiens. Au total, 1 500 000 acres ont été octroyées, dont 80 à 90 p. 100 environ sont tombées entre les mains de spéculateurs. Ceux-ci ont pu les acquérir en raison de modifications abusives apportées à la Loi sans le consentement du Parlement.

Plus de cent ans se sont écoulés depuis et les Métis cherchent à obtenir justice auprès de nos tribunaux. Apparemment, lorsque la *Loi sur le Manitoba* a été adoptée, elle a été officiellement approuvée par le Parlement du Royaume-Uni qui était ainsi seul habilité à y autoriser des modifications. L'article 6 de la *Loi constitutionnelle de 1871* stipule en effet que: « Excepté tel que prescrit par le troisième article du présent Acte, le Parlement du Canada n'aura pas compétence pour changer les dispositions de l'Acte en dernier lieu mentionné du dit Parlement en ce qui concerne la Province du Manitoba... »

Des modifications apportées par la suite à un certain nombre de lois fédérales et provinciales, et des décrets en conseil pris entre 1871 et 1886 ont fait en sorte que même les enfants pouvaient transférer les titres de propriété à des spéculateurs.

La *Loi sur le Manitoba* a donc été contestée. Les demandeurs ont soutenu qu'elle était plus qu'une simple mesure réglementaire et que les modifications qui y avaient été apportées étaient contraires à l'article 6 en vertu duquel l'approbation du Parlement est requise. Les tribunaux ne se sont pas encore prononcés. La Cour du Banc de la reine a rejeté

la position initiale du gouvernement fédéral et le procureur général du Canada a porté sa décision en appel.

Traditionnellement, de nombreux Métis ont été acceptés au sein des sociétés indiennes de sorte que lorsque des traités ont été signés, bon nombre de « sang-mêlé » ont joui du même traitement que tous les autres membres de la bande. Les négociations dans le cadre du Traité n° 3 sont allées un peu plus loin et une adhésion à ce traité a été signée avec les sang-mêlé de Rainy River. Cette adhésion a des répercussions pour ce qui est des droits ancestraux des Métis aujourd'hui. Les droits des Métis incluent-ils la création d'adhésions au traité? L'on s'est toujours demandé si les Métis pouvaient être considérés comme des Indiens, au même titre que les Inuit, en vertu du paragraphe 91(24) de la *Loi constitutionnelle de 1867*.

En 1982, les Métis ont été reconnus comme des Autochtones et inclus au niveau fédéral par le biais de l'article 35 de la *Loi constitutionnelle*. L'affaire concernant la *Loi sur le Manitoba* ajoutera peut-être du poids à la reconnaissance et à la confirmation des droits ancestraux en ce qui concerne les Métis. Mis à part l'Alberta qui a adopté en 1938 la *Metis Betterment Act*, laquelle a été révisée en 1989, aucune province n'a adopté de loi d'importance concernant les Métis. La répartition future des pouvoirs entre le gouvernement fédéral, les provinces et les Métis présentera un autre défi unique pour notre fédération canadienne.

Des trois nations autochtones, ce sont les Inuit qui ont retenu en dernier l'attention dans le contexte canadien. Ce n'est qu'en 1939 qu'une décision de la Cour suprême confirmait que les Inuit sont des « Indiens » au sens du paragraphe 91(24) de la *Loi constitutionnelle de 1867*. La responsabilité du gouvernement fédéral a été limitée à la prestation de programmes sociaux et économiques par l'entremise du ministère des Affaires indiennes et du Nord. Outre une entente signée en 1984, une autre entente de principe a récemment été négociée avec les Inuit. Ceux-ci demandent que leurs droits ancestraux soient enchâssés dans la Constitution.

Pouvoirs délégués et politique récente

L'une des caractéristiques les plus constantes de la politique fédérale canadienne est la gestion coloniale des municipalités fédérales à qui sont délégués des pouvoirs en vertu du paragraphe 91(24) de la *Loi sur les Indiens*. Les Indiens demandent que l'autonomie politique soit enchâssée dans la Constitution et le gouvernement fédéral continue à les traiter comme de simples municipalités fédérales. Cette situation se perpétue depuis quelque temps déjà. Voici ce que disait, en 1871, le surintendant adjoint des Affaires indiennes: « ... établir une responsabilité pour un système irresponsable, cette disposition était destinée à favoriser l'établissement de simples institutions municipales. »

À la suite de la signature des traités des Prairies, cet objectif a été une fois de plus confirmé dans l'*Indian Advancement Act*

de 1884 qui accordait: « ...certains privilèges à l'égard des terres les plus avancées des Indiens du Canada dans l'intention de les préparer à exercer des pouvoirs municipaux. »

Le Comité mixte spécial du Sénat et de la Chambre des communes sur la *Loi sur les Indiens* a tenu des audiences en 1946 et en 1948. Le but de la politique fédérale de délégation a de nouveau été confirmé: « ...et que les conseils de bande se voient confier des pouvoirs analogues à ceux d'une municipalité rurale. »

Il semble que les choses n'ont guère changé en cent ans. Les concepts clés liés aux terres, aux revenus et à la fiducie, combinés à la dévolution et à des accords de financement autres sans véritable autonomie politique sanctionnée par la Constitution, replacent tout dans une perspective coloniale. Ce que les peuples autochtones revendiquent, c'est l'autonomie politique constitutionnalisées, et non pas seulement l'autogestion.

Deux faits importants sur le plan politique qui ont incité les Indiens à se mobiliser pour défendre leurs droits ont été la publication du Livre blanc de 1969 et le dépôt du rapport du Groupe de travail Nielsen en 1985. Ces deux documents préconisaient le démantèlement du MAINC et le transfert des services aux provinces. Les réductions imposées aux Autochtones et à leurs organisations et le coup porté à leur système de communications ainsi qu'à leur droit à l'éducation ont été la cause de dures épreuves. Cela s'est produit en dépit des affirmations que les recommandations Nielsen ne seraient pas mises en oeuvre.

Récents décisions de la Cour suprême

Seules ont été motifs de réjouissance ces quelques dernières années l'adoption de l'article 35 et de récentes décisions de la Cour suprême. Selon l'article 35, auquel sont attribuables ces décisions, « 35(1) Les droits existants - ancestraux et issus de traités - des peuples autochtones du Canada sont reconnus et confirmés. (2) Dans la présente loi, « peuples autochtones du Canada » s'entend notamment des Indiens, des Inuit et des Métis du Canada. »

Au niveau de la Cour suprême du Canada, l'affaire Guerin ou des Musqueams a été réglée en 1985. En 1958, la Couronne avait loué 162 des 417 acres de terre de la réserve indienne Musqueam au club de golf *Shaughnessy Heights* pour une période pouvant aller jusqu'à 75 ans. Les conditions du bail consenti par Sa Majesté étaient beaucoup moins favorables que celles approuvées par la bande à l'assemblée de la cession. La Cour suprême a décrété que la Couronne avait une obligation de fiduciaire envers les Indiens relativement à leurs terres. Elle a également précisé que la reconnaissance et la confirmation des droits ancestraux doivent être définies à la lumière de ce rapport fiduciaire historique. Cette responsabilité de fiduciaire s'explique par la nature *sui generis* du titre indien et par les pouvoirs et les responsabilités assumés de longue date par la

Couronne. *Sui generis* veut dire avoir son origine propre et ne pas émaner de la Couronne ou du Parlement.

Une décision a également été rendue en mai 1990 dans l'affaire Sparrow. En mai 1984, Ronald Edward Sparrow a été accusé d'avoir pêché avec un filet dérivant plus long que celui autorisé par la *Loi sur les pêcheries*. Il a été déclaré coupable par le juge de première instance et son appel devant la Cour de comté a été rejeté. En 1987, la Cour d'appel a convenu que M. Sparrow exerçait son droit ancestral. La Cour suprême s'est déclarée du même avis. Elle a clairement précisé qu'une interprétation souple s'impose et que le premier facteur à examiner est la responsabilité qu'a le gouvernement d'agir en qualité de fiduciaire envers les Indiens. Selon la décision rendue, le terme « existants », à l'article 35, désigne des droits « non éteints » plutôt que pouvant être exercés à un moment donné dans l'histoire. Autrement dit, ces droits existants sont confirmés dans leur état actuel; ils ne sont pas « figés ».

Selon la décision rendue, le droit des Indiens de pêcher aux fins d'alimentation doit avoir la priorité sur les intérêts d'autres groupes. En outre, le droit ancestral ne doit pas être confondu avec la méthode selon laquelle il est exercé. Le droit ancestral ne consiste pas à pêcher suivant une méthode particulière, mais bien à pêcher aux fins de subsistance. La décision rendue dicte en quelque sorte la conduite du gouvernement et accorde de toute évidence aux Autochtones une protection contre la compétence législative. Qui plus est: « La politique historique de Sa Majesté ne permet pas d'éteindre le droit ancestral existant en l'absence d'intention claire en ce sens ni ne permet en soi de délimiter ce droit. »

En conséquence, cette décision met au défi le Parlement et les assemblées législatives provinciales.

Une autre décision très importante est celle rendue dans l'affaire Sioui. Le chef Conrad Sioui et ses trois frères ont été accusés en vertu d'une loi québécoise d'avoir coupé des arbres, campé et allumé des feux dans des endroits non désignés d'un parc. Ils ont fait valoir que le traité de 1760 protège leurs traditions ancestrales et leurs rites. À leur avis, la loi québécoise ne s'applique pas en raison de l'article 88 de la *Loi sur les Indiens*. Selon cet article, en effet, les lois d'application générale en vigueur dans une province s'appliquent aux Indiens « sous réserve des dispositions de quelque traité ». Il semble clair que les hommes politiques accusent du retard lorsqu'il s'agit des droits ancestraux et de l'autonomie politique. Les décisions rendues par la Cour suprême, depuis que la question des droits ancestraux a été soulevée dans la fameuse affaire Calder en 1973, ont forcé les gouvernements à chercher à rattraper le temps perdu. Le défi consistera à l'avenir pour eux à faire preuve de la volonté politique voulue pour que l'autonomie politique soit enchâssée dans la Constitution.

Questions liées à l'autonomie politique

La sphère de compétence est certes l'élément essentiel du débat sur l'autonomie politique. Le gouvernement fédéral et les provinces considèrent pour leur part les gouvernements autochtones comme des autorités dépendantes, jouissant de pouvoirs délégués, alors que ces derniers estiment être des autorités indépendantes ayant intrinsèquement le pouvoir de gouverner. Il est précisé dans un document de travail présenté au deuxième Sommet des chefs, tenu à Winnipeg du 12 au 15 août 1990, que l'autonomie politique sous-entend non pas nécessairement l'indépendance nationale, mais plutôt une structure nouvelle (ou réaffirmée) à l'intérieur du système canadien.

Il est clair que dans le contexte de l'autonomie politique les chefs ne revendiquent pas la souveraineté absolue; ils souhaitent en fait que soit reconnu et confirmé un troisième palier de gouvernement doté d'attributions uniques pour les premières nations.

Il ne fait aucun doute pour les Autochtones que le régime actuel des municipalités fédérales jouissant de pouvoirs délégués est apparenté de trop près au vieux régime colonial. L'attribution de quelques tâches et responsabilités supplémentaires n'enlève rien au fait que les pouvoirs sont délégués et peuvent être retirés ou modifiés par les gouvernements fédéral ou provincial à quelque moment que ce soit. Ce modèle colonial s'est essentiellement révélé un échec jusqu'à maintenant. Il a semblé couronné de succès dans certains cas parce que les gouvernements indiens ont décidé d'affirmer leur droit intrinsèque de gouverner. Ce droit intrinsèque de gouverner exige un nouveau processus de collaboration entre les gouvernements enchâssés dans la Constitution.

Les résultats obtenus par les Autochtones à qui a été confiée la gestion de leurs établissements scolaires sont très révélateurs. Le nombre de diplômés dans de nombreux collèges a augmenté considérablement depuis qu'un certain degré de contrôle en matière d'éducation a été accordé aux Indiens, aux Métis et aux Inuit. La coopération entre les Autochtones et les gouvernements publics s'est révélée avantageuse pour les deux parties. Forts du succès qui repose sur des principes démocratiques, les Indiens, les Métis et les Inuit n'exigent pas moins que des attributions et un contrôle accrus. La position adoptée par les premières nations a été énoncée clairement au Sommet des chefs tenu à Winnipeg dans le document de travail n°1: « La leçon essentielle à tirer de l'échec de l'Accord du lac Meech est que plus jamais les gouvernements non autochtones ne pourront pratiquer la politique de l'exclusion. Plus jamais ils ne pourront réfuter la légitimité des gouvernements des premières nations. Celles-ci ont fait valoir et continueront à faire valoir leur droit intrinsèque à l'autodétermination. »

La mise en place de gouvernements autochtones dans les différentes régions du Canada peut prendre des formes variées.

Diverses solutions ont été proposées. Un document de travail intitulé *Methods of Formal Amendment to the Constitution*, daté du 9 août 1990, définit quatre possibilités:

- négociations multilatérales par le biais des conférences des premiers ministres;
- négociations binationales entre les premières nations et le gouvernement fédéral;
- négociations trilatérales entre les premières nations, le Canada et une province;
- négociations entre les premières nations et les provinces.

Parce que le Canada est un État fédéral où le partage des pouvoirs entre le gouvernement fédéral et les provinces est défini aux articles 91 et 92 de la *Loi constitutionnelle de 1867*, la négociation s'impose. Une combinaison des quatre possibilités énoncées ci-dessus sous réserve de quelques aménagements rendus nécessaires par des précédents historiques et les circonstances propres à chaque cas déterminera ce qui adviendra.

Il est clair que les gouvernements d'Indiens assujettis à des traités considèrent les réserves comme des territoires souverains relevant de leur compétence. Dans un document adressé aux chefs de la Fédération des nations indiennes de la Saskatchewan et au MAINC, la *Lands, Revenues and Trusts Review Response Unit* faisait valoir en juin 1990 que: « Les porte-parole indiens confirment l'existence du droit et du gouvernement indiens dans l'Accord international, et les discussions avec la Couronne ne doivent pas permettre au Canada d'empiéter sur le territoire souverain ni sur les attributions des Indiens.»

En outre, les gouvernements d'Indiens assujettis à des traités croient fermement que les traités consistent en des ententes bilatérales entre les Indiens avec qui ils ont été signés et le gouvernement fédéral.

La citoyenneté, la langue et la culture, les terres et les ressources, le développement économique et l'environnement, l'imposition, les relations financières et budgétaires, ainsi que l'éducation, la santé et les services sociaux sont au nombre des autres questions soulevées en ce qui concerne l'autonomie politique.

Conclusion

Les décisions récentes de la Cour suprême exigent du gouvernement qu'il prenne des mesures immédiates et à long terme pour ce qui est de la nouvelle orientation à donner à la politique relative aux Indiens, aux Métis et aux Inuit. Le gouvernement fédéral et les provinces devront examiner la situation de près avec les représentants des Autochtones. Les changements récents au niveau du plus haut tribunal du pays sont extrêmement importants et doivent se solder par la prise de mesures gouvernementales positives. Les droits ancestraux et issus de traités ont été reconnus et confirmés par la *Loi*

constitutionnelle de 1982 et reconfirmés par les décisions de la Cour suprême du Canada. Je crois qu'il est de notre devoir, en tant que chefs politiques de ce pays, de poursuivre dans la voie de la nouvelle phase amorcée en 1982.

Il faut de temps à autre se rappeler la nécessité pressante d'améliorer les conditions de vie des Autochtones. Rien ne sert d'adopter une attitude défensive face aux des erreurs du passé. Considérons plutôt la tâche à accomplir comme un défi, non seulement en tant qu'hommes politiques, mais aussi en tant qu'êtres humains.

Les droits, les ententes, les engagements et les traités doivent être honorés et respectés. Il nous faut également travailler ensemble de manière plus positive, pratique et étroite. Nous ne devons pas laisser les semences du désespoir et de l'irrespect germer en raison d'une manque d'initiative ou de l'absence d'interaction. Il nous faut montrer la voie.

La démocratie parlementaire exige l'apport démocratique de tous les citoyens. Les premières nations ne sauraient être écartées des décisions importantes qui influent directement ou indirectement sur leurs vies. Le respect étant dû aux traités et aux droits ancestraux, le Canada comme démocratie parlementaire et État fédéral, doit oeuvrer à l'enchâssement dans la Constitution de l'autonomie politique des Indiens, des Métis et des Inuit. Il nous faut ensemble chercher à atteindre cet objectif pour que nos petits-enfants puissent vivre dans un respect plus grand et la bonne volonté renforcée. L'autonomie politique constitutionnalisée, assortie de la pleine participation démocratique des Indiens, des Métis et des Inuit doit être partie intégrante de la nouvelle vision pour le Canada.

De nombreux Autochtones ont des idées bien arrêtées sur les droits ancestraux et l'enchâssement de l'autonomie politique dans la Constitution. Une déclaration faite par Elijah Harper, un parlementaire autochtone du Manitoba, lors du sommet des chefs, le 4 juillet 1990, traduit ces sentiments. Il a fait ressortir la nécessité de la participation des Autochtones à tous les aspects de la vie de la société canadienne, ainsi que de la confirmation et de la promotion de la culture et des valeurs autochtones. « C'est pour moi un honneur de représenter mon peuple à l'Assemblée législative. Nous devrions saisir toutes les occasions qui s'offrent de participer à chaque aspect de la vie de la société canadienne pour promouvoir nos propres intérêts... que ce soit dans les réserves ou à l'échelle internationale... »

M. Harper poursuit: « Pour pouvoir se défendre, il faut savoir comment le système fonctionne, pourquoi il fonctionne et pourquoi il fait les choses de la façon dont il les fait. Et n'ayez pas peur de participer à la vie de ces institutions parce que vos racines, votre culture, vos croyances et vos valeurs vous aideront à vous en sortir. »*